

LE CONSEIL DE SECURITE SE PENCHE SUR LA SITUATION EN RCA EN PRESENCE DU CHEF DE LA MINUSCA

Bangui, le 21 février 2018 – Les derniers développements en République centrafricaine seront abordés ce jeudi 22 février au Conseil de sécurité de l'ONU, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA. « Parfait Onanga-Anyanga informera les 15 membres sur la situation dans le pays et sur l'exécution du mandat de la MINUSCA », a déclaré le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, au cours de la conférence de presse hebdomadaire, mercredi à Bangui.

Le porte-parole a par ailleurs informé les journalistes de la réunion tenue vendredi dernier entre la Ministre de la Défense nationale, Marie Noelle Koyara, et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Kenneth Gluck, sur la « collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité Intérieure de la RCA et la Force et la Police de la MINUSCA, dans le cadre de leurs engagements sur le terrain, dans les opérations, comme cela se passe actuellement à Paoua, Obo et Bambari », a mentionné Monteiro. A propos de l'opération de Paoua, dans le nord-ouest, il a salué le travail conjoint des casques bleus et des militaires centrafricains et rejeté les informations selon lesquelles la MINUSCA empêcherait les éléments des FACA de patrouiller dans certaines zones.

Le porte-parole a également salué l'installation mardi du préfet de la Bamingui-Bangoran et celle – prochaine - du préfet de la Vakaga. « La MINUSCA félicite les autorités et le peuple centrafricains pour ce nouveau pas vers la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national. La présence des préfets et sous-préfets ouvre la voie au déploiement des forces de sécurité nationale et à un meilleur accès des populations aux services sociaux de base, en même temps qu'elle peut aider dans la marche vers la baisse du niveau de violence, la résolution des conflits et la réconciliation nationale », a-t-il dit, tout en réitérant l'appui de la MINUSCA à la restauration de l'autorité de l'Etat.

S'agissant du PK5, à Bangui, le porte-parole a indiqué que la MINUSCA a rencontré les représentants des commerçants mardi après-midi pour évoquer la situation sécuritaire. Il a rappelé que « des mesures ont été récemment prises en vue de sécuriser les points de chargement et de déchargement des camions » ainsi que le renforcement du dispositif de sécurité et patrouilles. Il a mis en garde les éléments armés, notamment leurs leaders Force, 50-50 et Apo, contre toute nouvelle exaction et précisé qu'ils répondront de leurs actes criminels.

Embondza, a indiqué que la situation sécuritaire sur le territoire national est relativement calme malgré un climat de tensions et d'actes criminels dans certaines localités. Pour y répondre, la Force poursuit l'opération militaire conjointement avec une unité des FACA, dans le nord-ouest, ainsi que des patrouilles de jour et de nuit sur les différents axes, comme dans la partie est, entre Bangassou, Bria et d'autres localités.

Pour sa part, le porte-parole de la composante Police de la MINUSCA, le capitaine Léo Franck Gnapié, a déclaré que le fait marquant « est l'interpellation, le 15 février à Bria, du nommé Hervé Wassima qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt pour des faits d'association de malfaiteurs, d'enlèvements, de séquestration et d'actes de torture. Il a été transféré le lendemain à Bangui et remis aux autorités centrafricaines ». Selon le porte-parole de la Police, « ce genre d'intervention ciblée sera conduite autant que possible afin d'instaurer et maintenir un équilibre sécuritaire acceptable permettant la libre circulation des personnes et des biens et la lutte contre l'actuel sentiment d'impunité ».